

Rapport d'activités 2006 Partie Sud (Afrique)

En 2006, les « Jardins de Cocagne - Solidarité Nord et Sud » ont poursuivi leurs activités de soutien aux projets sur le terrain en Afrique et le travail d'information en Suisse. Nos bonnes connaissances de la région, des conditions de vie et de production, ainsi que la stabilité des relations avec nos partenaires étaient encore une fois la base d'un travail constructif en partenariat avec les acteurs et leaders sur le terrain.

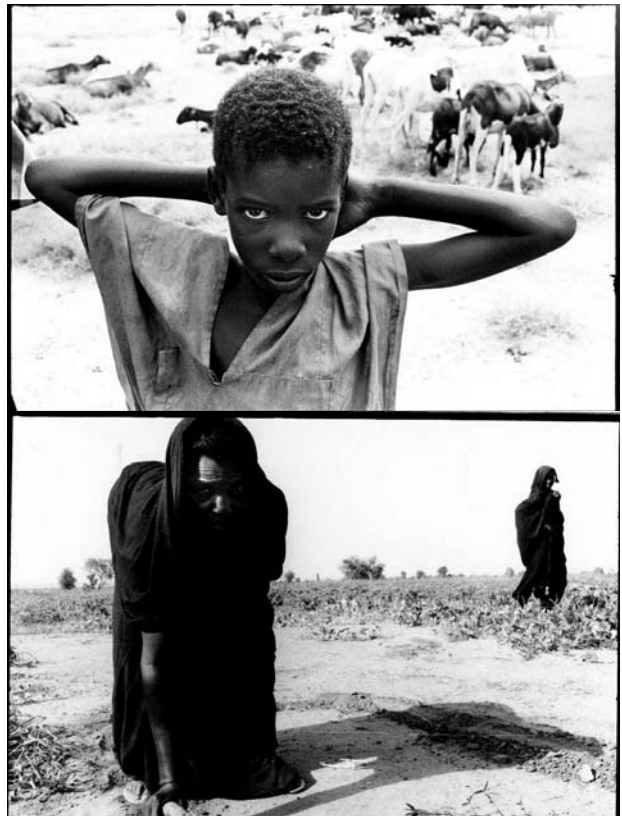
L'engagement des « Jardins de Cocagne » pour une agriculture socialement, économiquement et écologiquement saine et durable – au Sud comme au Nord - reste au centre des préoccupations dans le travail en Afrique.

En effet, une fois de plus, nous avons constaté que les conditions de vie dans la région de nos projets, la région des trois frontières entre le Sénégal, le Mali et la Mauritanie, dépendent largement des possibilités qu'a la population rurale de produire et de vendre ses aliments sur place.

Dans ce sens, le projet de « Recherche-Action paysanne » que nous avons initié en 2005 revêt une certaine importance. Il doit permettre à la population rurale de réfléchir sur ses conditions de travail et de vie. Ce processus doit dégager des pistes qui leur permettent d'améliorer par eux-mêmes les conditions de production et de commercialisation agricoles. Les paysans doivent se positionner dans une société et une économie qui découragent le producteur par des bas prix et par le manque de considération qu'on donne à son rôle de nourrir la population. Comme exemple, l'importation massive de riz et d'autres aliments ne casse pas seulement les prix sur les marchés de céréales locaux, mais déstabilise la société rurale et pousse les jeunes vers les villes et vers l'Europe.

Aujourd'hui, on dévalorise le paysan, son produit, son travail, son mode de vie.

Au niveau mondial, en 2006, le dossier agricole et les



questions de l'alimentation ont occupé une large place dans les débats. Au mois de juillet, les négociations de l'OMC ont échoué, le dossier agricole y a joué un rôle déterminant. Le monde agricole avait de la peine à se déterminer si un accord – forcément – mauvais était préférable à aucun accord et donc la loi du plus fort. Dans ces négociations est clairement sorti que le vieux schéma Nord contre Sud n'était plus valable. De nouveaux acteurs du Sud – comme le Brésil, l'Argentine ou encore l'Inde - commencent à défendre la libéralisation de l'agriculture, poussée par des débuts d'une agriculture industrielle souvent capitalisée par le Nord. Le Sud est constamment exposé à une forte pression. Comme par exemple celle des semences OGM (pour le moment cela concerne le coton, le maïs suivra rapidement) ou encore les APE (Accords de Partenariat Economiques entre l'Europe et les pays de l'ACP (Afrique-

Caraïbes-Pacifique). Ces accords n'ont rien d'un partenariat, mais sont une nouvelle initiative pour submerger les marchés africains d'une production agricole industrielle et subventionnée.

A ces tendances néfastes s'opposent les syndicats paysans et la société civile du monde entier, comme la Via Campesina ou le ROPPA (Réseau des organisations paysannes et de

producteurs de l'Afrique de l'Ouest). Le hasard a voulu qu'au moment de l'échec des négociations de l'OMC à Genève, bon nombre de représentants de ces organisations se réunissaient dans cette même ville pour une réunion de préparation du Forum Mondial sur la Souveraineté Alimentaire, prévu au Mali au mois de février 2007.

Les projets

Le travail de projet s'est poursuivi dans de bonnes conditions: les réalisations sur le terrain avancent. Par contre, l'aspect administratif, les rapports et audits (il y en a qui appellent cela la bureaucratie) ne suit pas toujours. Les projets, financés en grande partie à travers la FGC par la DDC, l'État et la Ville de Genève, ainsi que par les communes de Vernier, Chêne-Bourg et Onex représentent pour la majeure partie de nos partenaires un apport essentiel à l'amélioration de leurs conditions de vie. Une contribution de la Fondation Lumilo nous a permis de financer un projet d'alphabétisation en Mauritanie.

Les grands axes sont toujours:

- Le financement de fonds de développement local, d'une commune dans chacun des trois pays, le Sénégal, le Mali et la Mauritanie.
- Le soutien d'unions, structures qui regroupent des coopératives de production agricole ou artisanale, souvent de femmes.
- La réflexion dans le cadre du projet Recher-

che-Action paysanne.

- Le projet Sida, appui à l'information sur la maladie et à l'intégration de personnes séropositives, en lien avec des partenaires existants des Jardins de Cocagne.
- Les caisses locales d'épargne et de crédit (CLEC) qui favorisent la production agricole, l'artisanat et le commerce.

Globalement les projets ont reçu un financement d'environ CHF 330'000.-.

Des informations plus détaillées des projets se trouvent dans la deuxième partie de ce rapport.

*Nos projets sont financés en grande partie par la **Fédération Genevoise de Coopération (FGC)**, dont les Jardins de Cocagne sont membre.*

Information et réflexion

Bulletins d'information

Nous avons réalisé quatre bulletins d'information à l'intention des 400 membres de la coopérative Jardins de Cocagne. En dehors

des membres de la Coopérative, 100 personnes intéressées par notre travail le reçoivent par courrier, 50 autres personnes par courriel.

Exposition « 3 milliards de paysans nourrissent le monde »

Après deux ans de travail intense, notre nouvelle exposition est terminée !

Elle s'inscrit dans notre logique de projet. Nous sommes de plus en plus convaincu que les

conditions de vie et de travail des populations au Sud dépendent de leur capacité de s'affirmer comme producteur. Comme la Recherche-Action paysanne que nous avons encouragée sur place, notre exposition est un lieu et un moment de

réflexion sur les pressions qui pèsent sur le monde agricole et les réponses à développer.

En 2004, Serge Boulaz, photographe, s'est rendu dans notre région pour prendre des photos de la population, de préférence dans ses activités de production agricole. En 2005, il a continué son travail avec les paysans de Genève, surtout avec ceux de l'Affaire Tourne-Rêve.

Karine Besses, étudiante en DESS à l'Université de Lausanne et à l'IUED, a rencontré dans le cadre de son stage des paysans et nos partenaires au Sénégal pour récolter leurs témoignages.



Un groupe de travail du comité a ensuite consacré de nombreuses heures à exploiter ces informations et à approfondir la réflexion sur le thème de l'expo qui se veut un lien à la fois émotionnel et politique entre producteurs du Sud et producteurs du Nord.

Le vernissage a eu lieu lors de la fête des

Jardins de Cocagne début septembre. L'exposition a rencontré un grand intérêt de la part des coopérateurs et amis de la coopérative des Jardins de Cocagne.

Depuis, elle a été montrée aux endroits suivants :

En Suisse 2006	
Fête Jardins de Cocagne	2 sept.
Salon Goûts et Terroir à Bulle, par Fribourg Solidaire	1 au 5 nov.
Meyrin, semaine de Solidarité Nord-Sud	14 au 19 nov.
AG de la FGC + Maison des Associations	21 nov.
Université Ouvrière de Genève	22 au 28 nov.
Distribution TourneRêve à Meinier, Aire-la-Ville, aux Grottes et à Gourgas	29 nov. au 3 déc.
SIT	5 au 24 déc.

En Afrique 2006	
Séminaire sur les semences paysannes organisé par l'URCAK (Union Régionale des Coopératives Agricoles de Kayes) et BEDE (Bibliothèque d'Echange de Documentation et d'Expériences, ONG française) à Kayes, Mali	15 et 16 déc.
Expo et vernissage avec AOPP (Association des Organisations Professionnelles Paysannes) Kayes, Mali	19 déc.
Collectif des Unions des coopératives du Guidimakha, Sélibaby, Mauritanie	26 déc.

Pour 2007, nous avons de nombreux contacts avec des organisations ou des privés intéressés à montrer l'exposition, en Europe et en Afrique.

Le Comité

Le Comité s'est réuni régulièrement, en général tous les mois. La répartition du travail et la détermination de priorités ne sont pas encore optimales. Il est difficile de répondre à toutes les demandes et de poursuivre toutes les pistes intéressantes pour donner une meilleure

visibilité de la problématique de l'agriculture du Sud.

Le Comité a eu le plaisir d'accueillir en automne un nouveau membre, Charlotte Wirz, agronome.

Assemblée générale

L'assemblée générale s'est déroulée comme d'habitude conjointement avec la branche du Nord (donc des activités d'insertion sociale et des visites au jardin). A part la partie statutaire, nous avons présenté en avant-première des

photos et quelques échantillons de texte de l'expo en devenir. Nous avons organisé un petit atelier pour évaluer la pertinence et la compréhension de ces textes.

Missions

Ousmane Dianor, accompagné par Lamine Ba, notre partenaire au Sénégal, a effectué une mission pour rencontrer nos partenaires et pour se faire une idée des projets.

En été, les deux personnes ont refait une mission, particulièrement orientée sur la Recherche-Action paysanne.

FGC

Nous avons continué notre participation active, dans la mesure de nos possibilités, aux activités

de la FGC, notamment par la présence d'Ousmane à la Commission technique.

Visites

Au mois de juillet, nous avons rencontré Mariam Sissoko, présidente et animatrice des associations féminines de Samé, Kayes au Mali. Elle a participé à Genève à la séance de préparation du Forum Mondial sur la Souveraineté Alimentaire, Nyéléni (v. paragraphe suivant).

Baganda Sakho, président du Conseil rural de la Commune de Kothiary en mission en France auprès des migrants et des bailleurs était en visite au mois de novembre.

Lamine Ba, notre partenaire au Sénégal, était

présent à Genève au mois de mai. Il a assisté à l'assemblée générale.

Conférence

Nous avons profité de la présence de Mariam Sissoko à Genève pour organiser une conférence semi-interne. Nous voulions discuter avec elle « Comment communiquer la question de la souveraineté alimentaire? » ainsi que la signification de la souveraineté alimentaire dans les projets de développement. Le concept de la souveraineté alimentaire est bien connu maintenant. Par contre, il est plus difficile de comprendre ce que cela signifie concrètement sur le terrain, dans les villages et dans les projets. La rencontre était intéressante et vivante avec une participation d'environ 12 personnes. Elle a montré les difficultés de lier les principes de la souveraineté alimentaire au travail de tous les jours, dans les projets et dans les associations de base.



Conclusions

Les conclusions pour 2006 ne distinguent que peu de celles de 2005 : Qualitativement, le travail du comité s'est déroulé dans des bonnes conditions, à la fois au Nord et au Sud.

Par manque de disponibilités, certains dossiers sont restés en souffrance. Nous arrivons aux limites du bénévolat, il pourrait être intéressant et nécessaire d'intégrer des ressources externes

dans certaines activités.

En 2007, nous avons deux priorités:

- Avancer la recherche - action en Afrique pour approfondir la réflexion sur la souveraineté alimentaire
- Montrer l'expo le plus largement possible et faire de l'animation.

Les projets en Afrique

Au Sénégal

PLAN LOCAL DE DEVELOPPEMENT (PLD) DE KOHIARY

Le PLD de Kothiary 2007 est un programme d'appui aux initiatives de développement local et de renforcement de la société civile dans 49 villages et 24 hameaux situés dans la communauté rurale de Kothiary, région de Tambacounda au Sénégal. Doté de cadres de concertation et d'un fonds de développement local, le PLD de Kothiary poursuit les objectifs suivants :

- Renforcement des infrastructures et équipements socioéconomiques de base,
- Promotion de l'autosuffisance alimentaire et des activités génératrices de revenus,
- Gestion durable et de la valorisation des ressources naturelles.

Bilan et perspectives

Le PLD a fait l'objet d'une évaluation en 2006 et qui montre les avancées suivantes :

Les deux premières phases du PLD (2001-2003 et 2004-2006) ont permis les réalisations suivantes :

- le développement d'infrastructures de base dans les domaines de l'eau, de l'éducation et de la santé,

- le développement de boutiques communautaires qui ont « disponibilisé » en milieu rural enclavé, les produits de première nécessité tout en lutant contre les prix excessifs pratiqués par les commerçants locaux,
- le développement de l'apiculture et de la transformation de produits de cueillette (pain de singe, jujube) dont les produits améliorent la nutrition et les revenus des familles,
- une meilleure défense des intérêts des paysans par l'organisation des producteurs d'arachide pour la commercialisation collective de leurs récoltes directement au niveau des huileries.

Arrivé en fin de phase, l'évaluation a également recommandé une capitalisation sur les expériences réussies du PLD. Durant ce processus, le PLD compte intégrer beaucoup plus, la communauté rurale dans le financement de ses actions prioritaires, en particulier le renforcement des capacités du soutien aux activités agricoles et économiques.

ASSOCIATION DE LUTTE ANTIEROSIVE DE LA FALEME (ALAEF)

La zone d'intervention de l'ALAEF est située sur les deux rives de la Falémé qui fait frontière entre le Sénégal et le Mali. C'est un milieu naturel très dégradé, du fait principalement de la sécheresse et de l'érosion. Ces conditions naturelles sont préjudiciables aux activités dominantes dans la région à savoir l'agriculture et l'élevage. C'est pour freiner processus de dégradation que l'ALAEF a été créée en 1990 par des jeunes de plusieurs villages riverains du fleuve. Depuis sa création, l'ALAEF s'est attaquée aux problèmes locaux : désenclavement des villages, lutte anti érosive, aménagement hydro agricoles, soutien à l'élevage et alphabétisation. Une nouvelle phase du programme ALAEF a été acceptée par la FGC et poursuit les objectifs suivants :

- Aménagement de 5 à 6 sites par an en lutte anti érosive productive,
- Mise en place de 4 étables d'élevage expérimentales par an,
- Désenclavement des villages,
- Alphabétisation dans 14 centres,
- Renforcement institutionnel.

Bilan et perspectives

Au niveau agricole, l'ALAEF a construit 3 diguettes anti érosive et réalisé 4 ouvrages hydro agricoles

(Diboly, Samba Dramane, Diabougou et Dialamé) respectivement pour protéger les terres de cultures sous pluie et rendre l'eau disponible pendant tout l'hivernage.

Au niveau de l'élevage, l'ALAEF a procédé à la mise place et au suivi de 4 étables. Grâce au croisement de la race Ndama (du Sénégal) et Maure (de la Mauritanie), à la stabulation et au complément alimentaire, chaque vache produit en période hivernale et en moyenne 1 litre de lait le matin et 5 litres le soir.

Au niveau de l'alphabétisation, 10 centres sur 14 sont réalisés et qui permettent à la population et aux partenaires de l'ALAEF d'apprendre à lire, écrire et calculer.

Les effets de cette phase sont visibles et appréciables : amélioration de la qualité des sols, augmentation de la production agricole et animale, amélioration des revenus et de la nutrition au niveau des partenaires et augmentation du niveau de connaissance et de gestion du personnel des CLEC de la zone ALAEF. Avec ses succès, l'ALAEF compte construire deux ouvrages hydro agricoles de plus à Sélin et Diboly pour la mise en valeur de terres agricoles dans 9 villages environnants ;

multiplié son expérience d'embouche bovine et de production de lait qui sont réponses aux conflits liés au surpâturage et au manque de lait dans la localité. En même temps que l'opérationnel, l'ALAEF est en train de réfléchir sur les moyens de

capitaliser sur ces impacts et de lancer des opérations de prestation de services dans le domaine de la lutte anti érosive, le désenclavement et les aménagements agricoles.

CAISSES LOCALES D'ÉPARGNE et de CREDIT, département de Bakel, Sénégal (CLEC)

Ce projet se développe au Sénégal sur l'ensemble de la zone d'intervention des Jardins de Cocagne.

Cette région est en particulier caractérisée par :

- des mouvements monétaires importants du fait de l'émigration
- le développement d'activités économiques privées en particulier dans l'horticulture et les services
- l'absence de systèmes bancaires que ce soit pour les dépôts ou l'accès au crédit, ce qui bloque le développement de ces activités économiques et entraîne indirectement la dégradation du milieu, les troupeaux constituant encore la principale source d'épargne des émigrés.

Depuis près de 20 ans, les Jardins de Cocagne appuient dans cette zone des actions transversales visant à mettre à disposition des populations des outils financiers autogérés et autonomes. Le problème de l'épargne et du crédit a toujours constitué un réel frein au développement de la zone. Aussi, les structures partenaires se sont-elles lancées en 1998 dans un programme de mise en place de caisses locales d'épargne et de crédit.

Trois programmes successifs ont permis de valider l'intérêt du dispositif et le fonctionnement de 26 caisses intégrant plus de 1500 adhérents pour un total d'épargne approchant le million de Frs.

Après une année 2004 où l'appui a été réduit, les deux organisations paysannes (ALAEF et Soxaana fedde) au sein desquelles se sont développées les CLEC ont pris en charge, avec les responsables des caisses existantes, le développement du

programme au sein d'un projet de deux années qui a permis :

- l'accroissement du nombre de caisses
- la structuration du réseau qu'elles constituent.
- La mise en place d'outils pour une gestion autonome des caisses et des services nécessaires à leur fonctionnement

Bilan et perspectives

Une évaluation externe est programmée pour le mois de mai 2007. Confiée à un bureau local spécialisé en microfinance, elle devrait permettre :

- de vérifier la rentabilité, la viabilité et l'intérêt social des caisses
- de mesurer le degré d'autonomie du dispositif
- de valider la pertinence du dispositif d'appui mis en place en rapport avec la pérennisation du programme
- de valider la structuration des caisses

et faire des recommandations en terme :

- de taille optimale du programme pour qu'il ait un impact maximum sur le développement régional ?
- de conditions à remplir par les caisses pourraient que le programme s'intègre dans le dispositif financier global ?

A l'issue de cette évaluation, un nouveau programme doit être élaboré en faisant participer l'ensemble des partenaires, à savoir les membres des caisses, les associations locales de développement et les structures d'appui, entre autre les Jardins de Cocagne. Ce programme devrait être proposé à la FGC en septembre 2007.

Au Mali

FONDS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL (FDL) DE KOUSSANÉ

La commune de Koussané, située dans la partie Nord de la région de Kayes, est une des plus vastes communes de la région, est composée de 28 villages enclavés et sans accès à un cours d'eau pérenne. L'agriculture et l'élevage, conduits de façon traditionnelle, constituent les deux principales activités économiques et sont concurrentes : Cette situation est à l'origine de la dégradation des ressources environnementales et des conflits qui sont parfois très douloureux. Dans

tous les domaines sociaux, les infrastructures sont très limitées. La commune avec ses partenaires, s'est attachée à les développer dans le cadre de la décentralisation. Et comme à Kothary au Sénégal, la Commune de Koussané a mis en place un fonds de développement local qui vise les objectifs ci-dessous :

- appuyer les politiques de développement local durable définies par la commune par le

financement d'actions et à travers un outil de financement de proximité,

- renforcer les dynamiques associatives au sein de la commune à travers la formation des leaders et le financement d'actions de développement initiées par la société civile

Bilan et perspectives

Le FDL a permis la construction de 2 nouveaux dispensaires et la réhabilitation du centre de santé de Koussané. L'accès à l'eau potable reste encore problématique bien que 2 nouveaux forages aient été installés, certains puits sur - creusés et l'adduction d'eau en cours de réalisation.

Le FDL vient combler en partie, la faiblesse des moyens de la commune de Koussané à réaliser les nouvelles actions qui lui sont attribuées dans le cadre de la décentralisation. 2/3 du montant du FDL est consacré aux projets communautaires et 1/3 aux initiatives des organisations de base. L'essentiel du financement est affecté aux projets communautaires (construction d'écoles, de radier, de banque de céréales). Les projets économiques n'ont pas été mis en avant car les demandes d'appui financier ne concernent que le petit commerce, secteur d'activité qui est déjà saturé dans la commune. Cette phase est arrivée à terme et une nouvelle vient d'être acceptée par la FGC avec la perspective de favoriser les projets économiques à dimension agricole.

COORDINATION DE SAME

La région de Kayes est une des zones les plus marginalisées au Mali : enclavement, déficit pluviométrique, dégradation des ressources naturelles. La présence du fleuve Sénégal permet le maintien d'une agriculture timide de subsistance. La conjugaison de tous ces facteurs a poussé les hommes à « aller chercher des revenus ailleurs », en France notamment. Les femmes, restées à la maison et devenues du coup « cheffes de familles », ont dû s'organiser. C'est dans cette dynamique qu'est née la coordination des associations des femmes de l'arrondissement de Samé en 1993. Elle regroupe aujourd'hui 13 associations féminines couvrant les communes rurales de Ambidédi, Diamou, Sadiola et Same. Elle œuvre pour l'amélioration des conditions d'existence des femmes à travers une plus grande implication de celles-ci dans la vie économique et politique au niveau local. Pour renforcer ces acquis, une nouvelle phase a été acceptée en 2004-05 avec les objectifs ci-dessous :

- Mise en place d'un fonds d'investissement agricole,
- Renforcement de l'irrigation,
- Expérimentation d'élevages laitiers.

Bilan et perspectives

En 2006, la Coordination de Samé s'est dotée d'un second groupe motopompe (sur les trois prévus

par le projet) pour renforcer son système d'irrigation. Ils sont opérationnels à Samé et à Tamboukané et permettent d'arroser de plus grandes surfaces et pendant toute la période hivernale.

Au niveau de l'élevage, les 4 parcs d'expérimentation prévus par le projet sont opérationnels : vingt vaches, réparties entre trois associations et nourries avec du fourrage (résidus des champs, niébé) et un complément alimentaire (graine de coton). Cette expérimentation commence à donner des résultats : amélioration des revenus des ménages par la vente de niébé ; diversification de l'alimentation familiale par la consommation de lait et de niébé. Ces impacts restent limités, tellement les coûts de production (vaccination, complément alimentaire, gardiennage, etc.) sont élevés, ce qui cantonne la production laitière à un niveau faible (0,5 à 1,5 litres de lait par trait).

Ces contraintes de terrain ont amené le projet à être prolongé d'une année sur le terrain. Sur cette période, la coordination compte finaliser le processus d'acquisition des groupes motopompe. Cette année sera également mise à profit pour trouver des solutions aux contraintes de l'élevage dans la zone.

En Mauritanie

COLLECTIF DES UNIONS DES COOPERATIVES DU GUIDIMAKAH

Lancé en 2003, le projet « Caravane » a consisté à promouvoir des rencontres entre responsables et membres de coopératives et d'unions de coopératives du Guidimakha afin de débattre de leurs idées, partager leurs expériences et consolider leurs relations sociales. Il a consisté également en l'organisation de voyages à

l'intérieur et à l'extérieur du Guidimakha, pour permettre aux 400 coopératives de la région, réparties dans 19 unions, de voir et de partager des expériences réussies ailleurs. Le projet Caravane est arrivé à terme, a été évaluée en février 2006 et le comité de pilotage élargi du projet (réunissant l'ensemble des présidents

d'unions) s'est constitué en une association à vocation de collectif régional, appelé « Collectif des Unions de Coopératives du Guidimakha » avec un programme à court terme qui vise les objectifs suivants :

- mise à disposition de services collectifs (accès aux intrants, au crédit, au financement, commercialisation en commun) et échanges d'informations,
- représentation des unions des coopératives auprès des services de l'Etat et des intervenants extérieurs,
- défense des intérêts des membres du Collectif.

Bilan et perspectives

Pour atteindre ces objectifs, le reste de l'année 2006 a été consacré au renforcement organisationnel et stratégique du collectif pour clarifier le rôle de chaque union membre et préparer un plan d'action sur les 5 années à venir. En même temps que se prépare ce plan d'action à moyen terme, le Collectif cherche les moyens de se doter d'une radio rurale comme outil d'information et d'échanges sur les problématiques agro pastorales. A ce titre, un stage permettra d'élaborer la faisabilité technique et financière de la radio rurale du Guidimakha et conduira notamment les membres du Collectif à visiter les expériences similaires à Kayes au Mali et à Bakel au Sénégal.

FONDS DE DEVELOPPEMENT LOCAL (FDL) DE BAÏDIAM

Depuis 1999, la commune de Baidiam s'est engagée dans un processus de développement local impliquant l'ensemble de sa population. A cet effet, elle a initié un intense travail de consultation et d'animation qui a vu émerger en 2001 des instances de concertation et de développement représentatives des diverses communautés de Baidiam. Ces instances sont : le Cadre de Concertation Communal (CCC), le Comité de Développement Local (CDL) les Comités Villageois de Suivi, le lien étant fait par un animateur de Développement Local. Cette structure a permis de définir démocratiquement un plan de développement local avec les priorités des réalisations.

La commune a assumé ses tâches dans le domaine de l'eau, de la santé et de la formation / éducation. La commune a consacré un effort considérable pour la stabilisation et le développement des conditions de production pour les paysans et éleveurs. Toute une série de seuils de retenue d'eau ont été mis en place. Ils permettent de retenir

l'eau pour favoriser son infiltration dans le sol et réduire l'érosion.

Un autre acquis de la commune est la mise en place de « grappes » pour protéger les ressources naturelles. Les grappes sont des zones dans lesquelles un comité constitué à cet effet élabore puis applique des règles pour la gestion durable des ressources naturelles et définit des taxes pour l'utilisation de ces ressources par la population (pâturage, bois, cueillette). Actuellement, le travail de concertation et de négociation entre les différents acteurs est engagé, et les deux zones ont été délimitées. Le travail pour élaborer les conventions se poursuit. Deux animateurs par grappe accompagnent le processus de concertation et surveillent l'application des règlements.

La commune est souvent citée en exemples pour ses mécanismes de concertation qui favorise le dialogue entre les structures politiques modernes (maire, conseil communal) avec la société civile (les coopératives de production, associations de jeunes, etc.), ainsi que le pouvoir traditionnel.

Dans plusieurs pays

RECHERCHE ACTION PAYSANNE (RAP)

Le programme de RAP sur la souveraineté alimentaire dans la zone du BFS, initié par des paysans locaux et leurs organisations, en partenariat avec Jardins de Cocagne, a été lancé en juin 2006. L'objectif est d'accompagner le recentrage des organisations paysannes partenaires des Jardins de Cocagne vers une meilleure prise en charge des impératifs de développement des agricultures locales dans une optique de souveraineté alimentaire. Sur le terrain, cela implique de travailler à la maîtrise des processus de production, de distribution et de transformation des produits locaux par les paysans. Cette démarche de travail doit favoriser

une stratégie d'action qui remet le producteur au centre de toute initiative de promotion de l'agriculture locale. Pour cela, la RAP doit travailler au renforcement des capacités des producteurs à réfléchir sur leur propre fonctionnement et sur celui de leur exploitation familiale, le tout en relation avec son environnement.

Les objectifs du programme sont structurés à long et à moyen terme :

A moyen/long terme, le programme veut promouvoir :

- l'exploitation agricole et la souveraineté alimentaire au niveau familial,

- filières céréalières (mil, riz, sorgho et maïs),
- les filières d'élevage (bovin lait et viande),
- les organisations paysannes professionnelles,

A court terme, il s'agira plutôt :

- d'acquérir une meilleure connaissance des unités de production,
- de mieux cerner les facteurs internes et externes limitant la production et l'autonomie alimentaire,
- d'augmenter le niveau et la qualité des productions locales dans un cadre de renforcement de la souveraineté alimentaire,
- d'enclencher les initiatives de promotion de la filière céréalière et de la filière élevage,

Bilan et perspectives

Du point de vue de la démarche, la RAP a comme cibles, des producteurs individuels, choisis de concert avec les acteurs locaux de la zone considérée (Organisations Paysannes et cadres de concertation de Plan local de développement) selon le principe 3 villages par zone et dans chaque village cibler 3 exploitations familiales. Les zones ciblées pour la RAP sont KOTHIARY, et KIDIRA/BAKEL au Sénégal, AJAR en Mauritanie et Kayes au Mali. Et dans chaque zone, ont été choisis des exploitants agricoles familiaux qui seront à la fois enquêteurs et sujet d'enquête.

Durant la période écoulée, les activités du programme se sont focalisées autour des points ci-après :

- Poursuite de la mise à niveau des partenaires de la RAP,
- conduite du travail de recherche sur les unités de production des membres des groupes de recherche action.

Un bilan à mi parcours effectué en janvier 2007 a permis une première exploitation des données d'enquête sur la campagne d'hivernage. Elles montrent que certains groupes de recherche action se sont appropriés le processus et innove dans le « fauchage et la conservation de l'herbe » pour



constituer des réserves de fourrages pour le bétail (zone de Kothiary et de Kidira/Bakel). D'autres initiatives de stabulation ont vu le jour dans la zone de AJAR.

En 2007, la RAP entre dans une phase nouvelle et qui consiste en la mise en place d'un comité de pilotage, doté d'un manuel de procédures pour le financement d'actions - tests qui seront identifiées au cours de ce programme de RAP.

LUTTE CONTRE LE VIH-SIDA

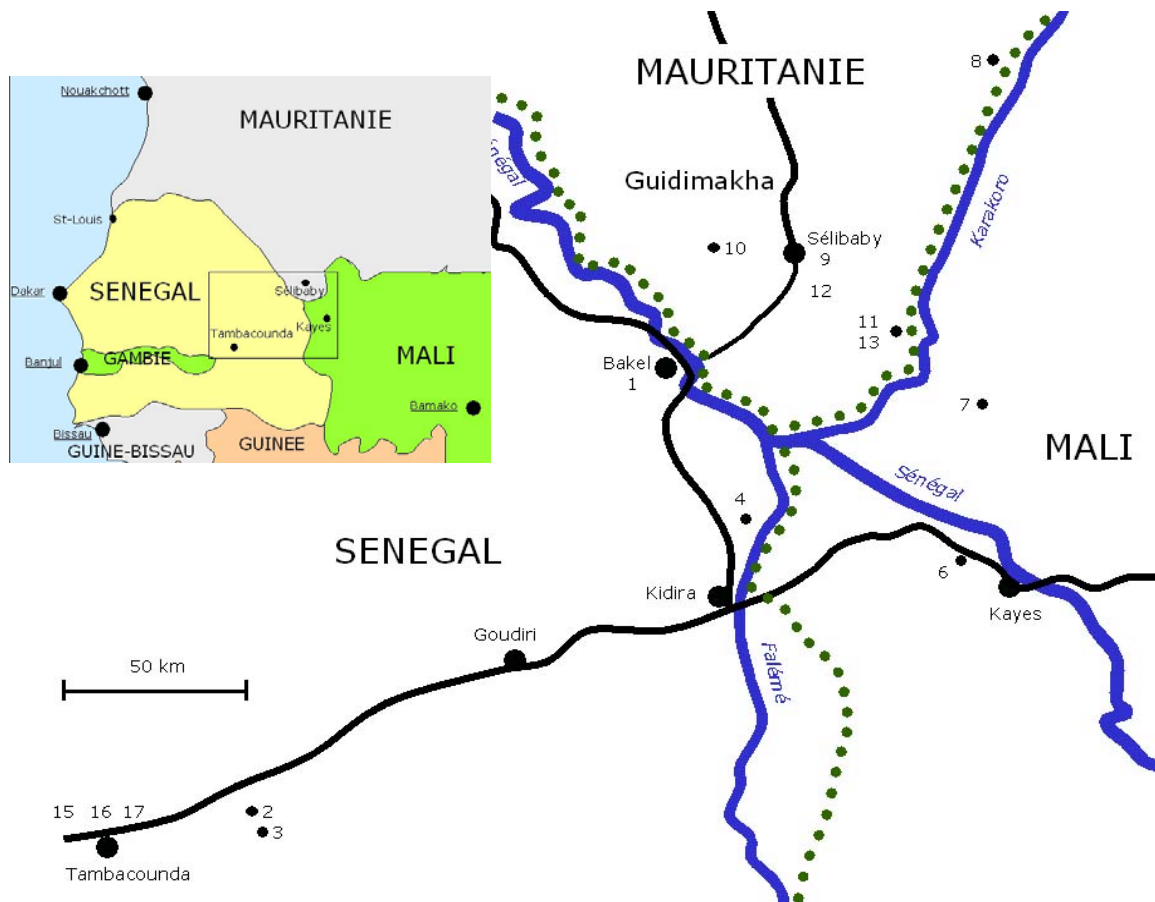
Ce projet prouve qu'avec un budget relativement modeste on peut accomplir beaucoup!

La deuxième phase de ce projet a pris fin en 2006 et le bilan est positif. On dénote un saut qualitatif et quantitatif dans le travail d'accompagnement des personnes touchées, l'Association Clinique Counselling de Tambacounda devenant un vrai centre de compétences pour toute la région; des messages de sensibilisation et de prévention qui ont atteint diverses couches de la population visées par nos différents partenaires; des moyens diversifiés (théâtre, causeries, émissions de radio); une stabilisation du nombre de nouvelles infections; l'accès gratuit au traitement antiviral pour une partie des personnes touchées; un fonds qui a permis de lancer 70 activités familiales

génératrices de revenu, améliorant le quotidien de 485 orphelins et enfants vulnérables.

Mais également, grâce au formidable dynamisme des partenaires, des synergies qui se sont créées avec des organismes étatiques, des services de santé, des écoles, des autorités locales et des chefs traditionnels, garantes d'un enracinement de la problématique et de la pérennité des actions. Il est également réjouissant qu'un projet de prévention a pu commencer dans le Guidimakha (Mauritanie), où le thème était particulièrement tabou. Tous les partenaires du projet s'y sont rencontrés en avril 2006 avec le slogan "Le SIDA n'a pas de frontière"; l'occasion d'échanger et de discuter des perspectives.

Une nouvelle phase du projet est en préparation.



Les organisations paysannes et communes partenaires des Jardins de Cocagne:

- 1) CEFP, Centre d'Echange et de Formation Pratique de Bakel
- 2) CLEC, Caisses Locales d'Epargne et de Crédit au Sénégal
- 3) Commune de Kothiary, Fonds de développement local
- 4) ALAEF, Association de Lutte Anti-érosive de la Falémé (Sénégal, Mali)
- 5) Projet de lutte contre le Sida entre Tambacounda, Kayes et Sélibaby.
- 6) Coordination de la fédération des associations féminines de l'arrondissement de SAME
- 7) Commune de Koussané, Fonds de développement local
- 8) Union des Coopératives de Développement des Communes de Bouilly et Ould Yengé, UCDOB
- 9) Union des Coopératives des Femmes du Guidimakha, UCFG
- 10) Union des Coopératives Féminines El Wane
- 11) Union des Coopératives de Développement de la Karakoro, UCDK
- 12) Caravane
- 13) Commune de Baïdiam, Fonds de développement local

Les ONG appuis techniques, partenaires des Jardins de Cocagne:

- 14) GRDR : Groupe de Recherche et de réalisation pour le Développement Rurale dans le tiers-monde. Bakel, Sélibaby, Kayes
- 15) GADEC : Groupe d'Action pour le Développement Communautaire, Tambacounda.
- 16) Kora : ONG d'appui technique pour la promotion de l'artisanat, Tambacounda.
- 17) Comité de clinique counselling / VIH - Sida, Tambacounda

Les Jardins de Cocagne - Solidarité Nord et Sud,
cp 245, CH-1233 Bernex
SoliSud@Cocagne.ch - www.Cocagne.ch
CCP: 30-175347-2, Les Jardins de Cocagne -
Solidarité Nord et Sud, Dons

Membre de la
Fédération
Genevoise de
Coopération
(FGC)

